



Manifeste

Genève, juillet 2020,
modifié en mars 2026,
approuvé par
l'Assemblée Générale

Face à la crise sociale et écologique actuelle, les membres du MAPC défendent la production indigène, paysanne et autonome vis-à-vis de l'agro-industrie et luttent contre la mondialisation des marchés des matières premières agricoles. Selon les principes de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne, les membres s'engagent à :

I. Développer des systèmes de production et de distribution locaux, fonctionnant en circuit court

Les membres du MAPC privilégient l'échange direct entre productrices, transformatrices et consommatrices. En pratiquant essentiellement la vente directe (paniers, abonnements, marchés locaux et supermarchés participatifs paysans) les membres garantissent que l'entier de la valeur des produits revient aux productrices sans enrichir la grande distribution. La vente directe est vectrice de partage de connaissance et de confiance et facilite l'instauration de prix justes. En favorisant la vente contractuelle, la planification de la production est démocratisée et les risques liés aux aléas du climat et de la production sont partagés.

II. Soutenir dans chaque filière la coopération entre productrices, mangeuses et artisanes-transformatrices

Avec la disparition des artisanes-transformatrices observée depuis l'avènement des magasins de grandes surfaces, c'est à la fois des savoir-faire et des formes de lien social qui ont disparu. Pour sortir de l'agro-industrie, une agriculture paysanne ne se pense pas sans un réseau fort d'artisanes qui valorisent les

produits agricoles et qui, parce qu'elles sont à l'interface entre mangeuses et paysannes, contribuent à orienter et planifier la production. À travers elles, les actes de transformation et de production d'aliments sont rendus visibles et transparents.

III. Défendre des prix rémunérateurs assurant des conditions de travail et de vie dignes pour toutes

En moyenne, la part du budget des ménages allouée à l'alimentation est actuellement de moins de 10%. De l'autre côté, les productrices peinent à gagner leur vie et/ou sont souvent dépendantes des subventions ou des dons. La pression sur les prix s'accroît avec l'ouverture du marché à l'importation de produits agricoles. Les grandes surfaces proposent des prix biaisés par le système agro-industriel notamment parce que leurs volumes à fournir leur permettent d'imposer des prix d'achat très bas aux productrices. Ces prix ne reflètent pas non plus les dommages causés à l'écosystème, ni la rareté des ressources comme l'eau ou le pétrole, et les problématiques sociales liées aux conditions de travail sont externalisées et invisibles. Pourtant, ils sont devenus des références. Nous soutenons une production extensive et locale, qui tient compte des rythmes naturels, des animaux et des humains. À l'inverse de la logique agro-industrielle, nous réclamons une meilleure répartition des volumes de production et des terres agricoles, afin qu'un plus grand nombre de personnes puissent accéder au métier de paysanne, et un partage de la rémunération permettant à chacune de vivre dignement. En tendant vers l'horizontalité et l'équité salariale dans les structures de production, nous refusons d'être des exploitantes. Ce type de démarche demande de sortir des habitudes de consommation liées à l'agro-industrie et d'attribuer une nouvelle valeur aux aliments et au travail fourni.

IV. Maintenir les savoir-faire artisanaux et assurer la transmission des outils de production

Le départ en retraite des paysannes, de même que celui des artisanes, se solde le plus souvent par la disparition des

structures de production (fermes, ateliers). Les terres agricoles reviennent aux voisins dont les domaines s'agrandissent, ou sont déclassées. De nombreuses fermes disparaissent, tandis que l'accès à la terre pour les jeunes paysannes sans terre est presque impossible. Il en va de même pour les artisanes, dont la relève n'est pas assurée, en raison du coût d'investissement trop élevé et des conditions de travail éprouvantes. Afin de favoriser la pérennité, la reprise et l'installation de nos paysannes et artisanes, il s'agit de développer des modèles collectifs, de privilégier les structures polyvalentes aux structures très spécialisées pour limiter les risques économiques, de mesurer et partager les investissements et de pratiquer des prix de reprise solidaires. Nous devons également nous engager dans la formation (apprentissage, stages) et intensifier les échanges entre les différentes structures (journées d'échange de connaissances, cours auto-organisés, etc.).

V. Exiger une nourriture de qualité pour une alimentation quotidienne, accessible à toutes et produite selon les principes d'une agriculture respectueuse des ressources, de la biodiversité et de l'environnement

L'agro-industrie considère le vivant comme une ressource à exploiter. Nous estimons au contraire qu'il faut avant tout préserver la biodiversité, sauvage et cultivée. Notre alimentation étant directement liée aux conditions environnementales (climat, sol, faune et flore), nous voulons travailler avec le vivant et non pas contre lui. Nous nous engageons à soutenir une production extensive, qui ne cherche pas le rendement maximum, épuisant terrains, animaux et outils de travail. Ceci permet de préserver la vie des sols, d'améliorer les conditions d'élevage, de respecter les cycles naturels et de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ceci permet également de créer et de manger une nourriture de qualité, peu ou pas transformée, exempte de produits de synthèse nocifs et potentiellement à bonne valeur nutritionnelle. Nous voulons rendre cette nourriture accessible au plus grand nombre en développant la vente directe et en mettant l'accent sur la production de produits de base et non de luxe.

VI. Lutter contre toutes les formes de discrimination à l'intérieur de nos structures paysannes et au-delà.

Les propos et comportements LGBTQI+phobes, sexistes, racistes, classistes, validistes, âgistes ou discriminants vis-à-vis de la religion ou de l'apparence physique, font partie du monde agricole autant que du reste de la société. Ces discriminations se croisent de manière intersectionnelle.

Les personnes discriminées subissent des violences spécifiques et systémiques dans le monde agricole, qui tire profit et dépend de ces rapports de domination. Cela se traduit notamment par des contrats ultraprécaires imposés aux travailleur·euse·x·s non permanent·e·x·s, des salaires indécentes ou des comportements violents.

Concernant leur accès à une alimentation choisie, les personnes discriminées se heurtent également à des obstacles matériels et symboliques spécifiques (par ex. temps et argent à disposition, légitimité perçue dans certains espaces, etc.). Nous souhaitons nous former collectivement pour déconstruire et lutter contre ces discriminations et favoriser un monde agricole inclusif et solidaire.

VII. Être solidaires des luttes paysannes en Suisse et dans le Monde

Le marché agro-alimentaire est aujourd'hui mondialisé, ce qui implique des effets pervers : déforestation, diminution de la biodiversité, érosion des sols, réchauffement climatique, perte de la base de subsistance pour la population rurale, concentration des moyens de production par de grandes entreprises internationales, migration forcée, etc. La volonté de reprendre la maîtrise sur l'approvisionnement alimentaire local s'inscrit dans une lutte globale contre ces dynamiques nocives. Nous voulons maintenir et développer la solidarité avec les populations des territoires exploités par le système agro-industriel, ce qui passe par le soutien de leurs luttes pour l'auto-détermination et la libération.